

UNE EUROPE



Manifeste électoral de l'ALE pour les
élections européennes 2024

Approuvé par le Bureau de l'ALE le 22/09/2023
Soumise à la ratification du congrès de l'ALE



European
Free
Alliance

NOUS CONSTRUISONS UNE EUROPE



AVANT-PROPOS L'Alliance Libre Européenne est le seul parti politique européen qui défende le droit à l'autodétermination comme l'un de ses principes fondateurs. Nous sommes une alliance de 41 partis politiques représentant des nations sans État, des régions et des minorités de l'Europe. Nous défendons les droits de l'Homme, les droits civils et les droits politiques ainsi que le principe de la subsidiarité et la diversité culturelle et linguistique. Nous ne permettons pas que les droits et libertés fondamentales soient limités ou attaqués. Nous croyons que la démocratie devrait davantage s'imposer et devenir plus résiliente. La démocratie ainsi que l'État de droit et les droits et libertés fondamentales de l'UE constituent la base de la société européenne, Nous souhaitons bâtir une Europe pour de tous les peuples, nations, minorités et régions – pas seulement pour les États centralisés puissants et leurs intérêts.

En juin 2024, les électeurs européens choisiront la direction que prendra l'UE pour les cinq prochaines années. Ces cinq années seront troublées et incertaines et notre continent devra faire face à des nombreux défis. Mais ces cinq années fourniront également l'occasion de remodeler l'Union Européenne pour mieux refléter sa véritable diversité et donner la parole à tous ses peuples.

Depuis les dernières élections européennes de 2019, de grands événements ont eu un impact sur la vie de chaque Européen. Une pandémie mondiale nous a contraint au confinement, accompagnée de crises économiques et sociales. Le Royaume-Uni s'est retiré de l'Union Européenne. Les scandales de corruption, Qatargate et Morocogate, ont ébranlé la confiance des citoyens dans les responsables politiques européens, tandis que les révélations de l'affaire Pegasus ont montré à quel point les États espionnent leurs adversaires politiques. A ceci s'ajoute surtout que la guerre à grande échelle est revenue sur le continent avec l'invasion brutale de l'Ukraine par la Fédération de Russie.

La réponse à chacun de ces événements était au moins en partie une réponse européenne. Les solutions au niveau européen sont la réponse appropriée aux défis mondiaux. Pourtant, chaque partie du continent a

ses propres besoins particuliers, et une Union Européenne centralisatrice sera condamnée à échouer dans sa capacité à comprendre et à répondre aux besoins de ses citoyens. Pour l'ALE, la démocratie et la décentralisation doivent aller de pair.

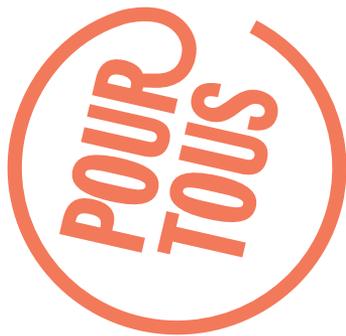
Pour l'instant, la démocratie de l'UE est incomplète. Son incapacité à répondre à la pression venant de certaines nations européennes en faveur de l'autodétermination l'a démontré de manière dramatique. L'UE est-elle une véritable union de ses citoyens, ou simplement un club d'États? Cette question reste posée et peu importe à quel point elle gêne les intérêts des États. Au contraire: les citoyens et les peuples d'Europe commencent à trouver leur voix, et ils exigent d'être entendus.

En juin 2024 ils auront l'occasion de faire entendre leur voix. Mais il ne suffira pas simplement de donner un autre mandat aux forces politiques dominantes qui ont raté toutes les occasions de mettre en œuvre un véritable changement en Europe. Pour que l'Union européenne soit en mesure de donner la parole à tous ses citoyens, il est urgent de mobiliser chaque peuple, chaque territoire et chaque communauté minoritaire.

Nous voulons une union forte, capable de décider, et efficace. Celle qui se concentre sur les pouvoirs qui garantissent une Europe meilleure, celle qui génère une valeur ajoutée, et qui se construit du bas vers le haut.

La collaboration au niveau de l'UE est bonne lorsque cela génère de la valeur ajoutée. Les autres compétences devraient rester du ressort de la démocratie locale. La force de l'UE c'est ce mélange unique de collaboration intergouvernementale et son approche communautaire au niveau du continent. C'est un modèle politique qui reflète véritablement ses peuples et leurs intérêts. C'est cela que défend l'ALE. Un modèle qui peut donner aux peuples d'Europe une représentation, une possibilité d'émancipation et de l'espoir.

Nous voulons une Europe qui travaille pour tous.



DÉMOCRATIE

Cette élection est un tournant pour l'Europe. Les résultats détermineront l'orientation future d'un continent entier – pour le meilleur ou pour le pire. Il est donc essentiel que cette décision se fasse avec la participation de tous.

Mais actuellement, l'UE ne permet qu'à quelques voix d'être entendues. L'ALE a toujours cru que le projet européen doit être basé sur la diversité de ses peuples: il ne peut plus se contenter d'être une union d'États centralisateurs défendant leurs propres intérêts. Certaines voix – comme celles des nations et des minorités qui n'ont pas leur propre État – sont exclues de ce système centré sur l'État. Finalement, l'Union européenne n'est pas plus démocratique que les États membres qui la composent, d'ailleurs beaucoup sont incapables d'accorder une réponse appropriée – ou sont peu enclins à le faire – aux demandes de leurs citoyens.

Nous avons besoin d'une Europe très différente: une Europe qui permette l'émergence de nouveaux États, de nouvelles structures et de nouvelles façons d'impliquer les minorités et les expressions qui sont actuellement exclues. Nous avons besoin d'une volonté et d'une ambition afin d'envisager une Europe nouvelle.

En priorité, cette nouvelle Europe doit accorder la reconnaissance du droit démocratique à l'autodétermination. Ce droit, inscrit dans le droit international, permet à tous les peuples de choisir leur propre destin et le cadre institutionnel qui leur donne les moyens d'agir. A ceci s'ajoute la reconnaissance de leurs droits linguistiques et culturels, le respect du principe de subsidiarité, plus d'autonomie ou d'indépendance. Nous soutenons tous les moyens démocratiques et pacifiques pour atteindre ces objectifs.

Dans les cas où le respect de ces droits au sein des cadres existants des États s'avère impossible en raison de blocages étatiques, l'UE devrait assumer la responsabilité de chercher un compromis. Les députés européens de l'ALE font partie de ceux qui ont travaillé et présenté une proposition législative pour un règlement européen précisément dans ce but. Il fournit un modèle sur la manière dont l'UE peut agir comme médiateur afin de garantir l'exécution du droit des peuples à décider leur propre destin, même lorsque l'État s'y oppose. Cette proposition prouve que ce modèle est possible dans

↳ UN PARLEMENT EUROPÉEN PLUS PUISSANT, UNE COMMISSION EUROPÉENNE PLUS RESPONSABLE ET UNE VOIX PLUS FORTE POUR TOUS ET TOUTES.

Le cadre des compétences actuelles de l'UE, aucune modification du traité n'est nécessaire.

Au Parlement européen, nous demandons la suppression de tous les obstacles qui créent des injustices dans le domaine de la participation électorale. Les seuils électoraux sont utilisés dans de nombreux pays européens pour empêcher la représentation parlementaire des petits partis politiques – dans certains cas, les seuils électoraux sont un moyen délibérément usité pour exclure de la représentation parlementaire les minorités nationales ou les mouvements de groupes territoriaux. Il faut y mettre fin. En outre les circonscriptions du Parlement européen doivent refléter la diversité régionale au sein des États. Il est absurde que les grands États comme la France ou l'Espagne soient représentés par une seule circonscription électorale alors qu'ils sont extrêmement divers, comme par exemple les nations sans États qui sont privées d'une représentation politique. Ces méga circonscriptions européennes doivent être divisées en zones plus petites qui correspondent davantage aux intérêts des territoires et aux identités locales.

Le Parlement européen doit également avoir le droit d'initier de légiférer. Dans les faits, seule la Commission européenne possède ce droit ; en conséquence de nombreuses propositions de loi sont construites à partir d'une vision centraliste et technocratique plutôt qu'en partant des besoins et des souhaits des régions et des peuples d'Europe.

Afin de contrebalancer l'influence des États membres et pour veiller à ce que toutes les parties de l'Europe soient formellement représentées dans le système de l'Union Européenne, nous aspirons à une réforme du Comité européen des régions. Plutôt que d'être un simple organe consultatif sans pouvoir véritable, le Comité devrait être en mesure d'influencer et de modifier la législation européenne.

Le président de la Commission européenne doit être élu démocratiquement, sur la base d'une proposition du Parlement européen.

Le scandale du Qatargate a démontré la nécessité de plus de transparence dans toutes les institutions européennes. Il faut une tolérance zéro vis-à-vis la corruption. En outre, les révélations de Pegasus ont montré que, dans certains États membres, les gouvernements espionnent illégalement les responsables politiques de l'opposition, les journalistes ainsi que d'autres personnes. La surveillance dans les démocraties européennes ne doit se faire qu'avec un contrôle judiciaire, pour des raisons légitimes, et doit toujours respecter les droits fondamentaux.

Il existe déjà certains instruments que les citoyens peuvent utiliser pour adresser leurs requêtes directement à l'Union Européenne, mais ces instruments sont imparfaits. L'initiative citoyenne européenne (ICE), par exemple, est un outil qui permet aux citoyens de soumettre une proposition législative s'ils recueillent un million de signatures. Cependant, dans de nombreux cas, la Commission n'a pas réussi à assurer un suivi efficace. Par exemple, on peut citer la question d'un point de vue démocratique, du refus de la Commission d'agir sur les recommandations de l'initiative Minority SafePack, malgré les appels de trois tiers des députés européens et de plusieurs parlements et gouvernements nationaux et régionaux. L'initiative citoyenne européenne doit être réformée pour répondre aux attentes des citoyens, et la Commission européenne devrait faire une proposition législative en ce sens.

Enfin, l'UE doit intensifier et impliquer de manière proactive les jeunes européens dans le processus d'élaboration des politiques. L'accent devrait être mis sur l'amélioration de l'accès de jeunes européens au système politique. En outre, l'Union devrait prendre en compte la jeunesse dans toutes les politiques et à tous les niveaux de gouvernement. L'ALE soutient la mise en œuvre d'une « Évaluation d'impact de l'UE du point de vue des jeunes », tel que proposée par le Forum européen de la jeunesse, afin de garantir que les préoccupations et les besoins des jeunes soient systématiquement pris en compte tout au long du processus législatif de l'Union européenne.



DIVERSITÉ

L'Europe est bien plus que ses 27 États membres. C'est toute la diversité au sein de ces États: les nations sans État qui n'ont pas encore accédé à leur indépendance, les minorités linguistiques, historiques et culturelles qui vivent aux côtés des populations majoritaires, les régions historiques aux identités fortes et uniques, et bien plus encore.

L'Europe c'est aussi tous les peuples différents qui composent nos sociétés, de toutes les ethnies, de tous les genres, de toutes les sexualités, de tous les âges et de toutes les origines sociales. Si la politique européenne n'intègre pas toutes ces différences, elle n'est pas vraiment démocratique et ne reflète pas véritablement les communautés dans lesquelles nous vivons. L'ALE défend les Droits de l'Homme pour tous les Européens, quels qu'ils soient.

La géographie de l'Europe est également diversifiée. Sa géographie comprend des zones urbaines densément peuplées et des campagnes qui se dépeulent rapidement où

l'exode est un véritable problème. Chaque lieu est unique et il n'existe pas une solution universelle à tous les défis. Le processus législatif de l'UE doit être plus

↳ CRÉATION D'UN STATUT SPÉCIAL POUR LES ÎLES DANS LA LÉGISLATION DE L'UE.

transparent et doit favoriser une plus grande participation de bas en haut. Les évaluations d'impact, pour être fiables, doivent prendre en compte le niveau national et régional. Pour l'ALE, il est fondamental que toute politique de l'UE reconnaisse dans sa mise en œuvre les besoins spécifiques de chaque territoire.

Cela est particulièrement vrai pour les territoires qui font face à des défis spécifiques en raison de la géographie. L'ALE porte un intérêt particulier aux besoins spécifiques des communautés insulaires d'Europe. Les îles sont face à des défis logistiques et d'infrastructure que ne connaissent pas les communautés continentales, en conséquence elles ne doivent pas être laissées à la traîne ou désavantagées. L'ALE appelle à l'introduction d'un statut spécial pour les îles au sein du droit de l'UE, afin de débloquent une aide complémentaire, un financement additionnel et des dérogations supplémentaires pour aider ceux qui

vivent sur les îles. D'autres régions éloignées, périphériques et montagneuses, doivent faire face aussi à des défis uniques. Elles aussi ont besoin d'une attention particulière. Les régions transfrontalières ont également des besoins spécifiques: l'ALE croit en la mise en place d'un

↳ **REPRÉSENTATION DES LANGUES EUROPÉENNES, ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES DANS LES INSTITUTIONS ET RECONNAISSANCE DES BESOINS SPÉCIFIQUES DE CHAQUE RÉGION.**

mécanisme de coopération transfrontalière fort dans l'UE y compris avec les pays voisins de l'UE.

Les institutions de l'UE reconnaissent actuellement 24 langues officielles. Cependant, en réalité il existe des centaines de langues et de dialectes parlés sur le territoire de l'UE – dont plusieurs ont plus de locuteurs que certaines des langues officielles reconnues par l'UE. La liste des langues officielles de l'UE reflète donc les intérêts et l'identité des États, et pas la véritable diversité linguistique de l'Europe. L'ALE demande le droit d'utiliser beaucoup plus de langues au Parlement européen, et défend aussi le droit des citoyens de l'UE à écrire aux institutions de l'UE dans leur langue maternelle. C'est pratiquement réalisable et le coût n'est pas excessif: le Comité européen des régions dispose déjà d'un système qui permet aux membres de s'exprimer en catalan, en galicien et en basque, à condition de le faire avec un préavis.

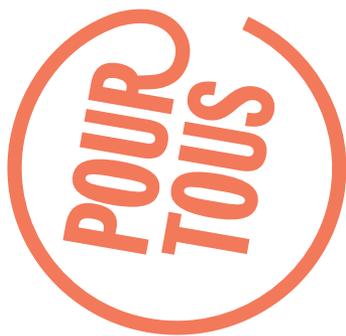
L'UE doit également respecter et protéger le droit des minorités nationales historiques. Actuellement, les droits des minorités sont presque entièrement laissés aux États membres, qui les violent fréquemment ou qui refusent de reconnaître les minorités. L'ALE propose de créer un Médiateur européen pour les droits des minorités, qui serait habilité à enquêter sur la conformité de la politique des États membres avec la Charte des langues régionales ou minoritaires et de la Convention cadre pour la protection des minorités nationales. Il serait habilité à formuler des recommandations.

Les flux de réfugiés et de migrants vers l'Europe ont placé l'Union devant des défis sans précédent. Aucun État membre n'est capable de relever seul ces défis. Travailler ensemble nous permettra de proposer une réponse européenne commune. Cette réponse doit être basée sur les principes humanitaires et le droit international. Elle doit s'attacher à développer des voies sûres et légales.

Ces dernières années, des mesures en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes ont été prises dans l'UE. Mais il nous reste encore un long chemin à parcourir avant d'atteindre la pleine égalité. Il faut développer d'autres lois concernant la protection des droits des femmes et leur autonomisation. Pour y parvenir, les femmes doivent être entendues. En 2022, la part mondiale des femmes dans les parlements nationaux a atteint 26,2%, contre 22,4% en 2015. À ce rythme, il faudra encore 40 ans pour que les femmes et les hommes soient représentés de manière égale dans les parlements nationaux. Au Parlement européen, au cours de la législature 2019–2024, un peu plus de 40 % des députés étaient des femmes, ce qui reste bien en dessous de la parité. Remédier à cette situation augmenterait la légitimité des institutions européennes tout en comblant le fossé démocratique entre ces institutions et les citoyens. Cela améliorerait également l'efficacité et la réactivité des politiques de l'UE pour répondre mieux aux besoins des femmes.

Cependant, il faut reconnaître que la sous-représentation des femmes n'est pas seulement une question juridique mais aussi le résultat de normes culturelles et sociales qui créent et entretiennent des stéréotypes de genre. L'UE, ses États membres et les médias, doivent agir davantage pour changer les mentalités concernant le rôle des femmes et pour lutter contre des stéréotypes culturels.

Les droits LGBT sont une autre pierre angulaire des Droits de l'Homme. La persécution et la diabolisation des personnes LGBTQIA+ dans de nombreuses régions d'Europe vont au-delà de la discrimination par la loi. Nous condamnons les discours de haine liés à cette question et nous considérons qu'aucune discrimination ni persécution ne doit être tolérée.



DURABILITÉ

UNE LÉGISLATION EUROPÉENNE FLEXIBLE PERMETTRE DES SOLUTIONS ADAPTÉES AUX BESOINS DES AGRICULTEURS, SOUTENIR LES PRATIQUES DURABLES ET FAVORISER LES MARCHÉS LOCAUX.

Le «pacte vert» de la Commission européenne et son plan industriel, l'ont placée à l'avant-garde d'une action mondiale en faveur d'un avenir plus durable sur le plan environnemental, d'un cadre réglementaire plus simple, d'un accès plus rapide aux financements, du renforcement des compétences et de l'amélioration des échanges commerciaux. L'ALE soutient en principe le pacte vert, car il faut agir ensemble pour lutter contre le changement climatique. Quoiqu'il en soit, nous craignons que son approche centralisée et descendante ait un impact social et économique disproportionné sur certains secteurs et certaines régions. Il faut avant tout préserver l'intégrité du marché intérieur et la compétitivité mondiale de l'UE.

Afin de sécuriser notre planète, une transition est essentielle, mais si elle n'entraîne pas les personnes et les entreprises avec elle, elle créera de la souffrance et de la pauvreté dans de nombreuses communautés. Il est donc essentiel pour nous que la charge de gestion de la crise environnementale ne pèse pas excessivement sur les citoyens, les petites entreprises ou les agriculteurs en difficulté mais qu'elle soit répartie équitablement entre les régions d'Europe. Nous exigeons des adaptations particulières pour les petites et moyennes entreprises (PME) et pour les ré-

↳ RECONNAISSANCE DU PAYSAGE COMME ÉLÉMENT DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL DES PEUPLES DE L'EUROPE.

gions éloignées, rurales ou périphériques, et notamment les îles.

Les agriculteurs ont besoin de clarté réglementaire, ainsi que de temps et de confiance pour adapter leurs entreprises à des modèles durables. Ces politiques ne peuvent pas être simplement imposées d'en haut: elles ont besoin de la contribution active et le soutien des communautés agricoles – ceux qui connaissent la terre. Il faut récompenser ceux qui mettent en œuvre les bonnes pratiques. Le droit européen doit être suffisamment flexible pour permettre des solutions pragmatiques au cas par cas, tout en aidant les agriculteurs à adopter des pratiques durables et en promouvant les marchés locaux.

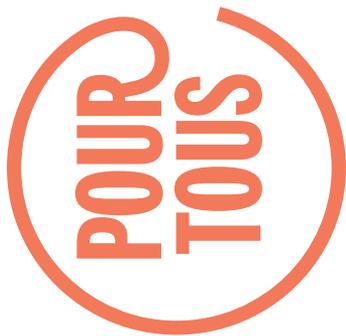
↳ UNE TRANSITION JUSTE QUI NE LAISSE PERSONNE DE CÔTÉ.

La stratégie rurale de l'Europe devrait mettre fortement l'accent sur la conservation de la nature, de la biodiversité et des paysages divers des territoires européens. Dans de nombreux cas, le paysage constitue un élément essentiel de l'identité et de l'enracinement. L'ALE souhaite reconnaître le paysage comme partie du patrimoine culturel immatériel des peuples européens et garantir que les ob-

↳ DES PROJETS D'ÉNERGIE RENOUVELABLE ET À FAIBLE ÉMISSION DE CARBONE EN HARMONIE AVEC LES COMMUNAUTÉS LOCALES.

jectifs environnementaux soient cohérents avec cette reconnaissance. Nous soutenons l'expansion rapide des projets d'énergies renouvelables et à faibles émissions de carbone, mais ils doivent être en harmonie avec les communautés locales: les projets à grande échelle ont un impact inacceptable sur les communautés locales, et provoquent même leurs propres dommages environnementaux. Il est possible de fournir une énergie propre de manière discrète en harmonie avec les besoins locaux.

Nous soutenons l'objectif de la Commission européenne, indiqué dans le pacte vert européen et le plan industriel, qui est de faire de l'Europe le premier continent neutre en carbone d'ici 2050. Cela devrait contribuer à maintenir l'augmentation de la température mondiale en dessous de l'objectif de 1,5 degré mentionné dans l'Accord de Paris. Toutefois, les régions et les communes doivent avoir assez de flexibilité afin d'adopter leurs propres stratégies pour atteindre ces objectifs fruit d'un accord commun: les objectifs identifiés à Bruxelles peuvent être atteints de différentes manières dans différentes parties de l'Europe, en tenant compte des besoins locaux et des possibilités que chaque région peut mettre en œuvre. Le but principal devrait être d'atteindre les objectifs définis par des moyens justes et réalisables.



SOLIDARITÉ

↳ L'UE DOIT JOUER LE RÔLE PARTICULIER DE DÉFENDRE LES DROITS DES MINORITÉS DANS LE MONDE.

On ne veut pas d'une Europe isolée ou désintéressée du reste du monde. Au contraire, nous pensons que l'UE peut être un acteur fort, indépendant et influent sur la scène mondiale. Le monde de demain sera déterminé par de grands blocs de pouvoir comme les États-Unis et les économies élargies des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud et potentiellement plus). Seule une UE unie et confiante sera en mesure de défendre ses propres intérêts contre ces anciennes et nouvelles grandes puissances.

La solidarité, la paix et la démocratie devraient être les principes directeurs de toutes les actions de l'UE dans le monde. L'ALE souhaite voir l'UE jouer un rôle particulier dans la défense des droits des minorités dans le monde entier. Elle doit aider d'autres pays à mettre en place des structures de gouvernance permettant à leurs populations de décider librement de leur avenir. Nous voulons voir les territoires non autonomes restants du monde exercer leur droit à l'autodétermination. Nous appelons à un plus grand rôle de l'UE dans le soutien aux peuples de la Palestine, du Kurdistan et du Sahara occidental, entre autres.

Même au sein de l'Europe continentale, il existe des conflits d'autodétermination qui n'ont pas été résolus. L'UE a pris la responsabilité de servir de médiateur dans le différend entre le Kosovo et la Serbie. Il faut faire de même entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, concernant le Nagorno-Karabakh, surtout maintenant que l'Azerbaïdjan intègre de force ce territoire, créant aussi une nouvelle catastrophe humanitaire. Et à l'intérieur de ses propres frontières, l'UE ne doit pas oublier qu'il y a encore des questions démocratiques sans réponse. Dans les territoires de l'UE où les citoyens reven-

↘ **NOUS DEVONS CONTINUER À APPORTER TOUTE LA SOLIDARITÉ POSSIBLE À L'UKRAÏNE, ALORS QUE NOUS DONNONS UNE RÉPONSE DIPLOMATIQUE PLUS IMPORTANTE.**

diquent leur droit à l'autonomie ou à l'indépendance (y compris les territoires d'outre-mer), l'UE devrait pouvoir négocier avec des États membres réfractaires ou réticents.

Dans son voisinage immédiat, l'UE a été secouée par l'invasion brutale à grande échelle de l'Ukraine par la Fédération de Russie, que nous condamnons pleinement. Nous devons continuer à faire preuve de la plus grande solidarité possible avec l'Ukraine, y compris en fournissant un abri et un soutien aux millions de personnes qui ont été chassées de leurs foyers par la guerre. Mais l'UE doit également jouer un rôle plus fort dans la réponse diplomatique, étant donné que ce conflit ne sera pas résolu exclusivement pour des raisons militaires.

↘ **LA PAIX EN EUROPE ET DANS LE MONDE, LE SOUTIEN AUX DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES, Y COMPRIS LE DROIT À L'AUTODÉTERMINATION.**

Mais nous devons bien expliquer que notre opposition concerne le gouvernement de la Fédération de Russie et ses alliés politiques, et non le peuple russe lui-même, qui souvent souffre également de la dictature de Poutine. Lorsqu'il sera personnellement jugé pour des crimes de guerre, ce sera une victoire pour les peuples opprimés de Russie ainsi que pour l'Ukraine, l'Europe et le monde.

En fin de compte, nous souhaitons le retrait total des troupes de la Fédération de Russie de l'ensemble du territoire ukrainien. L'ALE estime que les frontières en Europe peuvent être modifiées, mais jamais et sous aucun prétexte par la coercition ou la force. Nous rejetons avec la plus grande fermeté la prétention de

↘ **SOUTIEN À LA PROCÉDURE D'ADHÉSION DE L'UKRAÏNE À L'UE, AINSI QU'À CELUI DES BALKANS OCCIDENTAUX ET DE LA MOLDAVIE.**

l'État russe à agir au nom des peuples russo-phones: l'invasion russe a causé d'immenses souffrances à tous les peuples d'Ukraine et elle constitue une violation flagrante du droit international. Les prétendus « référendums » organisés sous la menace des armes dans les territoires occupés par la Russie ne constituent en aucun cas un véritable exercice du droit à l'autodétermination.

Nous soutenons le cheminement de l'Ukraine vers l'adhésion à l'UE, ainsi que celui des Balkans occidentaux et de la Moldavie. Il existe de nombreuses raisons – historiques, économiques et stratégiques – pour lesquelles ces territoires appartiennent à l'UE, et des progrès significatifs devraient être accomplis vers leur adhésion. Mais ce processus nécessitera également un véritable engagement en faveur des réformes et du respect des normes européennes parmi les nouveaux membres: il ne peut y avoir de concession sur les

valeurs et la démocratie de l'UE, notamment en ce qui concerne les droits des minorités. Les nations sans État actuelles de l'UE qui deviennent indépendantes de manière démocratique doivent devenir également automatiquement membres de l'Union européenne.

L'UE doit également veiller à ne jamais laisser la porte fermée aux peuples du Royaume-Uni. L'ALE soutient le droit de l'Écosse et du Pays de Galles à choisir leur propre avenir: ce n'est qu'à travers de l'indépendance que l'Écosse, le Pays de Galles et l'Angleterre elle-même (et ses régions) pourront défendre leurs propres intérêts divergents et répondre aux aspirations de leurs peuples.



PROSPERITÉ

↳ LA DÉCENTRALISATION DE LA PRISE DE DÉCISIONS ET UN PLUS GRAND RÔLE DES RÉGIONS DANS LES STRATÉGIES D'INVESTISSEMENT.

Il n'existe pas deux régions identiques ; chaque territoire en Europe a ses propres besoins, forces et opportunités. Pourtant, bon nombre des décisions les plus importantes ayant un impact sur notre vie économique sont prises d'en haut. L'ALE souhaite voir la prise de décision décentralisée et une plus grande prise en compte des régions dans les stratégies d'investissement. Nous devons exploiter les atouts de chaque territoire et non appliquer la même formule à tous.

Nous devons nous éloigner du modèle centralisé d'une économie qui sert principalement les intérêts des grandes zones urbaines et veiller plutôt à ce que chaque région soit traitée en fonction de ses besoins et de ses capacités. Nous devons améliorer la base locale de nos chaînes d'approvisionnement, en contribuant au développement de l'industrie régionale et en créant des emplois dans les zones rurales et périphériques.

Au lieu d'une distribution centralisée des fonds européens, l'ALE soutient un système de distribution des fonds plus équitable: un système dans lequel chaque région d'Europe peut déterminer ses propres besoins, sans se voir imposer des décisions d'en haut. La solidarité de l'UE doit aboutir à des réformes et à une croissance durable sur le terrain. Dans le même temps, de nombreux besoins de nature transfrontalière peuvent être satisfaits en créant de nouvelles macro-régions économiques et culturelles pour les zones confrontées à des défis communs. L'ALE défend également un statut d'îles de l'UE afin de fournir une assistance adaptée aux besoins spécifiques des territoires insulaires.

L'ALE est d'accord avec l'objectif ultime d'achever le marché unique et d'y intégrer toutes les parties de l'UE. Mais nous pen-

↘ UN SYSTÈME PLUS ÉQUITABLE DE DISTRIBUTION DES FONDS: UN SYSTÈME DANS LEQUEL CHAQUE RÉGION D'EUROPE PEUT DÉTERMINER SES PROPRES BESOINS.

sons qu'il est possible de le faire en tenant davantage compte des besoins régionaux. Par exemple, nous souhaitons que tous les États membres de l'UE rejoignent la zone Schengen, pour autant qu'ils remplissent les conditions (fondées sur le mérite), non seulement parce que cela facilitera les chaînes d'approvisionnement et les délais de livraison à longue distance, mais aussi parce que des régions frontalières et leurs communautés sont actuellement divisées par la frontière Schengen, ce qui entrave leur vie économique et culturelle.

Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, les entreprises européennes sont en concurrence non seulement localement mais aussi avec des producteurs du monde entier, dont beaucoup sont en mesure de produire moins cher grâce à des coûts de main-d'œuvre inférieurs, à des normes environnementales moins strictes et/ou au soutien de l'État. Aux États-Unis, le « Inflation Reduction Act » et d'autres nouvelles mesures protectionnistes mettent

↘ UNE EUROPE QUI TIENT SA PROMESSE ÉCONOMIQUE EN S'APPUiant SUR LES FORCES ET LES CAPACITÉS DE CHAQUE LIEU.

à rude épreuve les exportations européennes vers les États-Unis ; en même temps, nous sommes en concurrence avec la Chine, un État communiste où toutes les industries peuvent bénéficier du soutien de l'État. L'Europe doit reconnaître l'évolution du contexte mondial à l'égard du libre-échange et réaliser des investissements publics stratégiques dans l'industrie européenne pour maintenir sa compétitivité. Ceci implique un nouvel effort en faveur de la diversification des échanges commer-

↘ NOUS VOULONS QUE TOUS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UE QUI REMPLISSENT LES CONDITIONS NÉCESSAIRES PUISSENT ENTRER DANS L'ESPACE SCHENGEN.

ciaux de l'UE, une action plus énergique contre les pratiques de dumping sur notre marché, un assouplissement des conditions pour les industries et les PME, l'introduction d'un contrôle de compétitivité de l'UE et le renforcement de chaînes d'approvisionnement entières – qui traversent souvent les frontières. Il s'agit d'une tâche qui incombe par défaut au niveau européen, mais qui contribuera également à stimuler les économies locales.

Dans tous les aspects de la stratégie industrielle, l'Europe doit prendre en considération qu'elle est actuellement la première puissance mondiale dans certains secteurs: notamment les machines, la biotechnologie, l'alimentation et les boissons, le tourisme, les transports et la recherche et le développement. Elle possède également des ports de renommée mondiale. Ces secteurs doivent être protégés et aidés afin de se développer de manière durable, en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement de la compétitivité européenne dans des domaines clés d'avenir: les produits pharmaceutiques, les biotechnologies, les véhicules sans émissions, le stockage d'hydrogène, l'agriculture respectueuse de l'environnement, le tourisme durable et les composants technologiques clés, tels que les semi-conducteurs et l'IA. L'Europe abrite actuellement la main-d'œuvre la plus instruite et la plus qualifiée au monde: celle-ci doit être entretenue par un enseignement de haut niveau, des investissements en R&D et une politique industrielle sensible pour préserver notre place dans un monde en développement rapide.

**UN APPEL
À AGIR:**

**POUR UNE
EUROPE**

**POUR
TOUS**

Chaque nation et chaque peuple a sa propre expérience de l'Europe. Notre histoire européenne commune est racontée dans de nombreuses langues différentes – bien plus que les 24 langues officielles d'État actuellement reconnues par les institutions européennes. Pour avancer en tant que continent, nous avons besoin de plus de voix, de pluralisme politique et d'autonomie territoriale pour tous et partout. C'est ce que représente l'ALE.

Nous ne pouvons pas rendre le monde plus sûr et moins incertain. Mais nous pouvons faire en sorte que l'UE ne soit pas entravée par des intérêts injustifiables de l'establishment et un centralisme technocratique. En distribuant du pouvoir et de l'influence à tous ses peuples et à toutes ses régions, l'UE peut commencer à agir dans l'intérêt de tous ses citoyens – et pas seulement pour les intérêts de ses États membres.

Rejoignez-nous dans notre mouvement vers une Europe véritablement unie dans la diversité: **une Europe pour tous.**



This material is financed with the support of the European Parliament (EP).
This information concerns only the author. The European Parliament is not
responsible for the use and content of the information. ©2024 European Free Alliance.

